

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/HondurasDemocracie-de-pacotille-a-l-americaineFarce-electoral-dimanche-sans-Zelaya>

HondurasDemocracie de pacotille à l'américaineFarce électorale dimanche sans Zelaya

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -
Date de mise en ligne : jeudi 26 novembre 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Cinq mois après le coup d'État qui l'a chassé du pouvoir, et deux mois après son retour au pays, le président déchu du Honduras, Manuel Zelaya, est plus isolé que jamais. Dimanche, l'élection présidentielle doit officiellement l'écarter du pouvoir. Ses troupes appellent au boycottage, mais les États-Unis, eux, ont annoncé qu'ils reconnaîtraient le résultat du scrutin.

La semaine dernière, Washington a fait savoir qu'il ne s'opposait pas à l'organisation d'une élection présidentielle sans que le Congrès du Honduras ne se soit prononcé sur le retour de M. Zelaya. Le porte-parole du département d'État, Ian Kelly, a indiqué que les États-Unis reconnaîtraient ou non le résultat de l'élection « en fonction de la façon dont se déroulera le vote » [résultat ?].

Zelaya a-t-il été lâché par l'administration Obama, observe Jean-François Mayer, spécialiste de l'Amérique Latine à l'Université Concordia. « Les États-Unis considèrent toujours que son remplacement au pouvoir a été fait par la force, mais dès qu'ils ont dit qu'ils reconnaîtraient les résultats du 29 novembre, ça voulait dire qu'ils le laissaient tomber. »

Si les États-Unis ne s'opposent pas au scrutin, l'Argentine et le Brésil - qui héberge toujours Manuel Zelaya dans son ambassade de Tegucigalpa - ne le reconnaîtront pas. Le Canada ne s'est pas encore prononcé sur la question.

La volte-face étasunien s'expliquerait en plus des pressions de multinationales implantées dans le pays et par des tractations politiques internes. « On croit qu'Obama aurait lâché du lest sur une question internationale pour un gain national », dit M. Mayer. Manuel Zelaya, candidat conservateur qui a fini par gouverner à gauche, déplaît à la droite yanqui. Le sénateur républicain Jim DeMint, fâché de l'appui du gouvernement au président Zelaya, a d'ailleurs bloqué pendant des mois la nomination du secrétaire d'État adjoint Arturo Valenzuela.

Mais Jim DeMint a finalement donné son feu vert au début du mois. La secrétaire d'État Hillary Clinton lui a assuré, a-t-il publiquement révélé, que les États-Unis allaient reconnaître le résultat du vote de dimanche, avec ou sans le retour de Zelaya au pouvoir.

À partir d'aujourd'hui, le président putschiste Roberto Micheletti se retire du pouvoir pour laisser, dit-il, "les électeurs s'exprimer".

Selon l'AFP, Roberto Micheletti, tout comme les deux principaux candidats, Porfirio Lobo (Parti national, droite) et Elvin Santos (Parti libéral, droite), pensent que les élections permettront de tourner la page.

Manuel Zelaya, chassé du pays au moment où il voulait modifier la Constitution pour lui permettre de se représenter, ne sera pas de la course. Les opposants au président Micheletti réunis avec le Front national de résistance au coup d'État ont appelé au boycottage des bureaux de vote dimanche.

« Je ne voterai pas à ces élections parce que si je le fais, je légalise le coup d'État », déclare le tract qu'ils distribuent.

Plus d'une cinquantaine de candidats aux élections législatives et municipales soutenus par le Front, dont une trentaine hier, ont retiré leur candidature jusqu'ici. « Nous ne croyons pas à cette farce électorale », a dit à l'AFP le candidat Nehemias Martinez.

D'après agences, 26/11/2009